



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 178 du 7 juin 2019

Pays Nordiques

Investissements. Le dernier rapport de Tech.eu/Stripe sur les investissements dans les entreprises Tech en phase de croissance (Scale-up), confirme les bonnes performances des pays nordiques dans ce secteur. La Suède arrive en 4^{ème} place derrière le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. Le pays domine ainsi la zone nordique avec 2 063 M€ de financement de des entreprises Tech entre 2016 et 2018, soit près de la moitié de l'Allemagne et plus que les autres pays nordiques réunis (Finlande : 710 M€, Danemark : 439 M€, Norvège : 321 M€ et Islande : 39 M€).

AXA Partners. Le géant français des assurances poursuit son expansion rapide dans les pays nordiques sous le label AXA Partners. La reprise des activités d'assurances de la filiale banque-assurance du groupe IKEA, IKANO, puis le rachat de l'assureur et réassureur XL-Group, basé aux Bermudes, qui compte une activité relativement importante en zone nordique, a permis à AXA de porter le volume de primes d'assurances payées à plus de 4 Mds SEK (400 M€) dans des structures employant plus de 200 personnes dans l'ensemble de la zone nordique.

Ventilation des investissements dans les entreprises Tech segment « scale-up » entre 2016 et 2018 (source : Tech.eu/Stripe)



Danemark

Bâtiment/Climat. Plusieurs acteurs dans le secteur du bâtiment réclament que les politiques interviennent pour améliorer l'empreinte climatique du secteur. Selon NCC, Rambøll et d'autres ingénieurs-conseils, le marché ne s'autorégule pas assez vite pour répondre à la crise climatique et nécessite des exigences statutaires. Le secteur souligne qu'il ne convient pas simplement de regarder l'efficacité énergétique d'un bâtiment, mais également les matériaux utilisés. Pour ce faire, il souhaite davantage de profils environnementaux de produits (PEP) soient établis pour renseigner sur l'impact environnemental des matériaux utilisés. Rambøll propose la constitution d'une base de données nationale des PEP. Par ailleurs, NCC souhaite que le secteur public commence à instaurer des restrictions en termes d'émission de CO2 avant de lancer des projets. La proposition d'un règlement plus contraignant sur les matériaux de construction est accueillie favorablement par le Conseil du changement climatique (*Klimarådet*), ainsi que par plusieurs partis politiques (Parti libéral, Parti social-démocrate et Parti Radical), qui soulignent cependant l'ampleur de la tâche en amont.

Inégalités. Selon une étude de Kraka et Deloitte, le revenu disponible des 1% les plus riches du Danemark augmente. Il représente aujourd'hui 11% des revenus totaux danois contre 7% en 1990. Ce chiffre place le Danemark au même niveau que le Royaume Uni et l'Allemagne, avec des inégalités plus importantes qu'en Suède et en Norvège, et témoigne d'une tendance d'accroissement des inégalités depuis 2008 plus marquée qu'aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Par ailleurs, ces inégalités de revenus vont de pair avec le renforcement des inégalités géographiques. Une analyse de Kraka montre que le revenu disponible des ménages habitant les trois localités les plus riches du Danemark a plus que doublé depuis 2009, tandis qu'il n'a pas connu d'évolution notable dans les trois localités les plus pauvres. Ce problème d'accroissement des inégalités fait l'objet d'une considération accrue des partis politiques, notamment du parti social-démocrate qui a inscrit dans son programme l'augmentation de 42% à 52% de l'impôt sur les revenus issus du capital.

Taux d'intérêt. Les taux d'intérêt des prêts hypothécaires ont atteint un niveau record historiquement bas. Ainsi, les prêts à taux variable de 3 et de 5 ans (dits F3 et F5) ont actuellement des taux d'intérêt de respectivement -0,28% et -0,06%. Pour le F5, c'est la première fois que le taux d'intérêt est négatif. De plus, les Danois peuvent dorénavant obtenir un prêt immobilier à taux fixe avec 1% d'intérêt et une possibilité de 10 ans de franchise. En revanche, le prêt à 30 ans proposé avec un taux d'intérêt fixe de 1,5% a été supprimé.

Finlande

Google. Le géant américain a annoncé fin mai un investissement de 600 M€ dans un *datacenter* à Hamina (ville à l'est d'Helsinki). Google est présent à Hamina depuis 2011, année où a été inauguré un *datacenter*, situé dans une ancienne



usine à papier du groupe Stora Enso. Le deuxième centre sera également établi sur cette parcelle. Ce nouveau projet fait monter à 1,4 Md€ l'investissement total de Google à Hamina, étant donné que le premier centre correspondait à un investissement de 800 M€. L'ouverture des centres de données par Google a contribué à redynamiser la région autour d'Hamina qui avait été durement affectée suite à la fermeture de l'usine à papier en 2007 qui a entraîné des licenciements massifs.

Chantier naval d'Helsinki. Arctech Helsinki Shipyard vend le chantier naval d'Helsinki à l'entreprise Algador Holdings, qui appartient à deux hommes d'affaires dont l'un est russe et l'autre belge. Cette vente intervient dans un contexte de difficultés de financement du chantier liées à des sanctions américaines contre l'entreprise Arctech Helsinki Shipyard appartenant au groupe de l'Etat russe *Russian United Shipbuilding Corporation*. Le changement de propriétaire libère ainsi le chantier naval des sanctions américaines. Outre des brise-glace, le groupe envisage la production de bateaux de croisière et de navires destinés à la recherche. Selon le nouveau PDG du groupe, Carl Gustaf Rotkirch, 380 personnes travaillent actuellement au chantier naval qui fait appel à près de 800 sous-traitants. De nouveaux effectifs devraient être recrutés pour répondre à la diversification de la production.

Islande

Exportations. Le 24 mai dernier, la Chine et l'Islande ont signé trois nouveaux protocoles commerciaux concernant les produits de l'aquaculture, la farine et l'huile de poisson, la laine et la levure. Désormais, l'Islande pourra par exemple vendre du saumon d'élevage à des acheteurs chinois sans droits de douane. Les exportations islandaises de produits de la mer vers la Chine, qui représentaient 1% des exportations totales avant l'accord de libre-échange entré en vigueur le 1^{er} juillet 2014, en constituent désormais 5,3%. La Chine, qui figurait à la seizième place des plus grands importateurs de produits marins islandais en 2010, occupe aujourd'hui la septième place du classement.

Environnement. Le 28 mai, un forum de coopération sur le changement climatique et les solutions vertes réunissant le gouvernement et le secteur privé islandais a été créé. L'objectif est de faire de l'Islande un modèle international sur ces enjeux en améliorant les performances du pays en matière de climat, en partageant les diverses contributions de l'Islande dans ce domaine ainsi qu'en soutenant la commercialisation et le développement d'initiatives favorables au climat. Le gouvernement et le monde des affaires s'engagent ainsi à coopérer pour mettre en place une politique climatique ambitieuse allant dans le sens des objectifs du gouvernement, notamment la neutralité carbone en 2040.

Energie. Le 31 mai, les discussions au parlement islandais sur le troisième paquet énergie ont été suspendues et reportées à une date indéterminée. Le paquet législatif, discuté depuis le 22 mars 2019 au parlement, devait initialement être adopté avant la fin du mois de mai. Ce blocage témoigne des fortes divisions et oppositions internes sur ce sujet ainsi que d'une méfiance exacerbée sur la relation de l'Islande avec l'EEE.

Norvège

Bourse d'Oslo. Suite à la décision du gouvernement de déclarer Euronext et le Nasdaq « *fit and proper* » pour le rachat de la bourse d'Oslo, le Nasdaq a retiré son offre pour le rachat de la place boursière norvégienne car Euronext possède déjà 53,1% des parts de la place boursière norvégienne. « Les actionnaires qui avaient accepté l'offre sont libérés de tous leurs engagements », écrit le Nasdaq dans un communiqué.

Fonds souverain - éthique. Alors qu'il n'est pas autorisé à investir dans plusieurs secteurs pour des raisons éthiques et environnementales (charbon, tabac, armes), le Fonds pétrolier possède des parts dans 64 sociétés de jeu d'argent et de casinos (valeur estimée en 2018 : 21,8 Mds NOK). Le Parti travailliste, le Parti socialiste de gauche et le Parti du centre aimeraient mettre un terme à cette pratique, soulignant que ces sociétés sont interdites en Norvège, même si elles contournent la loi et diffusent de la publicité sur les chaînes de télévision émises depuis l'étranger. La commission des finances se saisira de cette question le 12 juin.

Fonds souverain - régulation. Le gouvernement souhaite inscrire dans la loi la pratique de rattachement du Fonds pétrolier à la Banque de Norvège. Le texte est soutenu par la majorité et sera traité au Parlement le 12 juin également.

Hydrocarbures. Le Ministère du pétrole et de l'énergie a publié une liste de 90 nouvelles concessions pétrolières sur le plateau continental norvégien, pour lesquelles les compagnies pourront déposer une demande d'ici le 27 août. Il s'agit de cinq blocs en Mer du Nord, 37 en Mer de Norvège et 48 en Mer de Barents. Dans le cadre d'une consultation publique sur ces concessions, l'Institut de recherche marine avait mis en garde contre l'exploration de certains sites en mer de Barents en raison de la présence d'espèces spécifiques, les garde-côtes s'étaient inquiétés du risque de marée noire dans l'Arctique, et la Direction de l'environnement avait appelé à une meilleure prise en compte du risque climatique dans les scénarios de gestion de crise. A noter que l'Institut des statistiques norvégien estime que les investissements dans le secteur du pétrole augmenteront de près de 18% en 2019 (183,8 Mds NOK, soit 18,7 Mds€ par rapport à 156,5 Mds NOK ou 15,9 Mds€ en 2018).

Aquaculture. Les algues tueuses dans le nord de la Norvège, responsables de la mort de 7,5 millions de saumons, font grand bruit en Norvège. Les pertes pour l'industrie s'élèveraient pour le moment à 2 Mds NOK (200 M€) : 11 600



tonnes de saumon sont perdues, chiffre qui pourrait monter à 30 000 tonnes. Les éleveurs qui n'ont pas encore été touchés dans les zones concernées, dans Nordland et Troms notamment, ont commencé à déplacer les poissons.

Suède

Croissance. La croissance du PIB suédois au premier trimestre 2019 a été de 0,6% et celle en glissement annuel (T1 2018-T1 2019) de 2,1%. Ces chiffres sont meilleurs que les prévisions des analystes locaux et s'expliquent pour l'essentiel par un solde du commerce extérieur favorable (exportations de services très dynamiques, alors que les importations globales diminuent). Les points négatifs du T1 portent sur les baisses de la consommation privée et des investissements bruts. La croissance pour 2018 a également été revue légèrement à la hausse, de 2,3 à 2,4%.

Prestations sociales. La délégation ministérielle chargée d'évaluer l'ampleur et l'origine des malversations des prestations sociales (13 allocations étudiées) du système d'Etat providence suédois a conclu dans son rapport de mi-étape que ces derniers représentent environ 4,7% des versements totaux, ce qui correspondrait alors à près de 900 M€ de trop perçu. Le rapporteur estime que les trois-quarts des erreurs proviennent des bénéficiaires qui dans les deux-tiers des cas sont soupçonnés d'avoir délibérément fraudé. La délégation présentera ses conclusions en fin d'année et soumettra au gouvernement une série de recommandations pour faire face à ce problème.

Commerce bilatéral. Si les échanges globaux de services entre la France et la Suède restent stables depuis 5 ans (de l'ordre de 43 Mds SEK/an), l'excédent commercial dont la Suède a longtemps bénéficié, a été transformé en solde positif pour la France depuis 2018 (3,1 Mds SEK).

Evolution des échanges de services entre la Suède et la France depuis 2013 (en MSEK)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Export par SE	25 245	24 938	28 291	25 177	25 936	19 989
Import par SE	17 387	18 439	20 293	19 195	24 267	23 104
Solde pour la SE	+7 859	+6 499	+7 998	+5 982	+1 669	-3 115

Eolien. Le parc éolien en construction depuis 17 ans à Markbygden, près de Piteå, pourrait devenir le plus grand projet d'éolien terrestre en Europe et satisfaire à terme jusqu'à 6% des besoins en électricité de la Suède (4 000 MW de puissance installée). Le permis de construction permet d'installer 1101 éoliennes au total dans la région. Ce chiffre ne sera probablement pas atteint en raison des progrès technologiques sur la puissance délivrée des turbines. Cette année, une première étape de construction de 283 éoliennes devrait être achevée. La deuxième phase du projet consistera à construire 201 éoliennes allemandes Enercon (diamètre de rotor de 138 mètres) entre 2020 et 2021. La troisième étape devrait permettre l'installation et la mise en service de 404 éoliennes supplémentaires à l'horizon 2021, détenues par l'Allemand Luxcara. L'investissement total du projet s'élève à 152 MSEK (15 M€). Selon les prévisions du secteur, l'énergie éolienne représentera un quart de l'approvisionnement en électricité de la Suède d'ici trois ans.

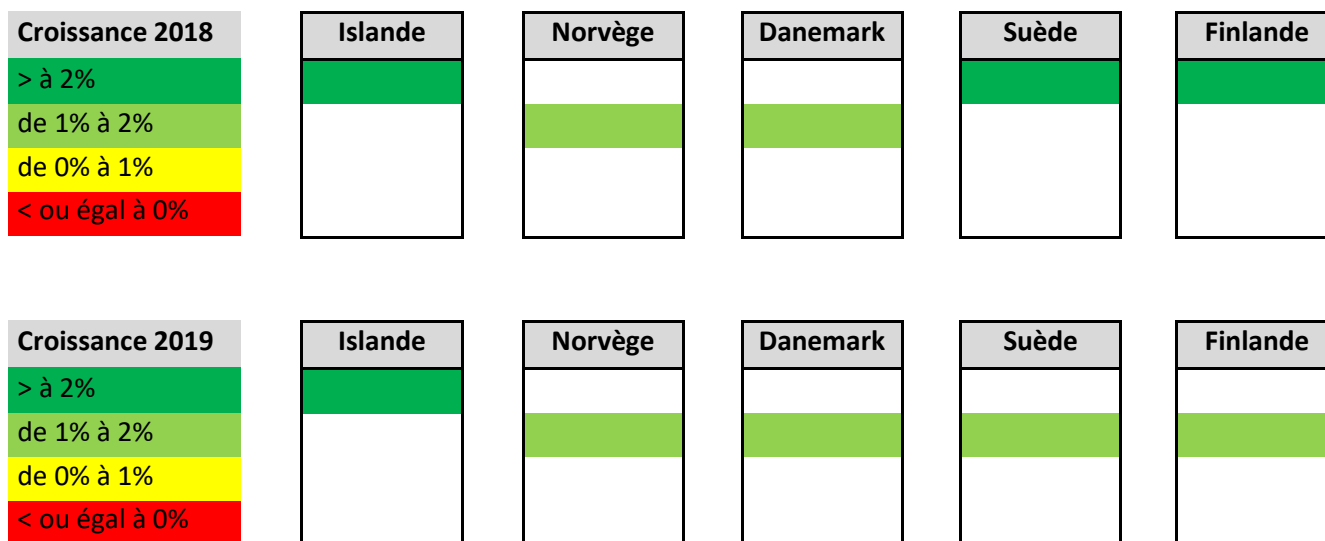
Airbus-SAS. Airbus et la compagnie aérienne scandinave SAS ont signé un accord de recherche pour définir une feuille de route pour le développement d'avions hybrides et électriques ; il s'agit du premier accord du constructeur européen de cette nature. L'objectif affiché par les deux partenaires est « *d'améliorer la compréhension des opportunités et des défis opérationnels et d'infrastructures liés à l'introduction à grande échelle d'avions hybrides et électriques dans les modes opératoires des compagnies aériennes* ». L'accord sera piloté par la filiale de SAS à Stockholm et un centre de recherche à Toulouse. Les études et tests s'étaleront sur une période de 18 mois (juin 2019-décembre 2020). Les montants investis dans le projet n'ont pas été dévoilés à ce stade.

Partgroup-Altor Industries. L'entreprise suédoise Partgroup, spécialisée dans la production et l'installation de salles de bains préfabriquées et basée à Kalix dans le nord de la Suède, rachète 70% de son concurrent français Altor Industries. Ce dernier, installé dans la région de Nantes (Clisson), compte au total 130 employés et réalise une production annuelle de 8 000 salles de bains préfabriquées. La capacité du nouveau groupe sera de l'ordre de 17 000 salles de bains par an pour des domaines professionnels très variés : santé, logement étudiant et social, hôtellerie, transport ferroviaire et maritime.



La quinzaine nordique –7 juin 2019 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,4	2,1	2,3	1,6	-	-
Banque centrale	1,3	1,8	2,9	2,2	1,7	2,4	2,2	1,3	4,6	-0,4
Institut stat./conj****.	1,3	2,4	2,8	2,4	1,4	2,0	2,2	1,3	4,6	-0,2
Commission*	1,4	1,7	2,3	1,6	1,4	1,8	2,3	1,4	4,8	1,8
FMI**	1,2	1,8	2,4	1,9	1,4	2,0	2,3	1,2	4,6	1,7
OCDE***	1,4	2,1	2,3	1,5	1,4	1,8	2,4	1,6	4,6	1,0
SEB	1,1	2,0	2,3	1,9	2,1	2,5	2,2	1,6	-	-
Nordea	0,9	1,8	2,3	1,5	2,5	2,6	2,3	1,0	-	-
Danske Bank	1,0	2,0	1,7	1,5	2,2	2,6	2,2	1,4	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2019)

** World Economic Outlook (avril 2019)

*** Perspectives économiques (mai 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	0,7	0,6	-	-
Commission*	0,5	0,6	-0,7	-0,4	7,2	7,4	0,9	0,4	1,1	0,9
FMI**	-0,1	-0,4	-1,0	-0,3	7,5	7,5	0,8	0,5	1,1	0,7
OCDE***	0,5	0,3	-0,7	-0,4	7,2	7,8	0,9	0,8	1,1	0,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	38,8	34,5	-	-
Commission*	34,1	33,0	58,9	58,3	33,6	32,1	38,8	34,4	40,6	38,3
FMI**	34,3	33,6	60,5	59,9	36,8	36,8	39,0	37,2	35,4	33,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,7	1,3	1,2	1,4	3,0	2,6	2,0	1,5	2,7	3,5
cons. privée*	2,3	2,0	1,4	1,6	2,0	1,8	1,2	1,8	4,8	3,4
chômage (BIT)*	5,0	4,8	7,4	6,7	3,7	3,4	6,3	6,4	2,9	3,2

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2019)*

** *World Economic Outlook (avril 2019)*

*** *Perspectives économiques (mai 2019)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

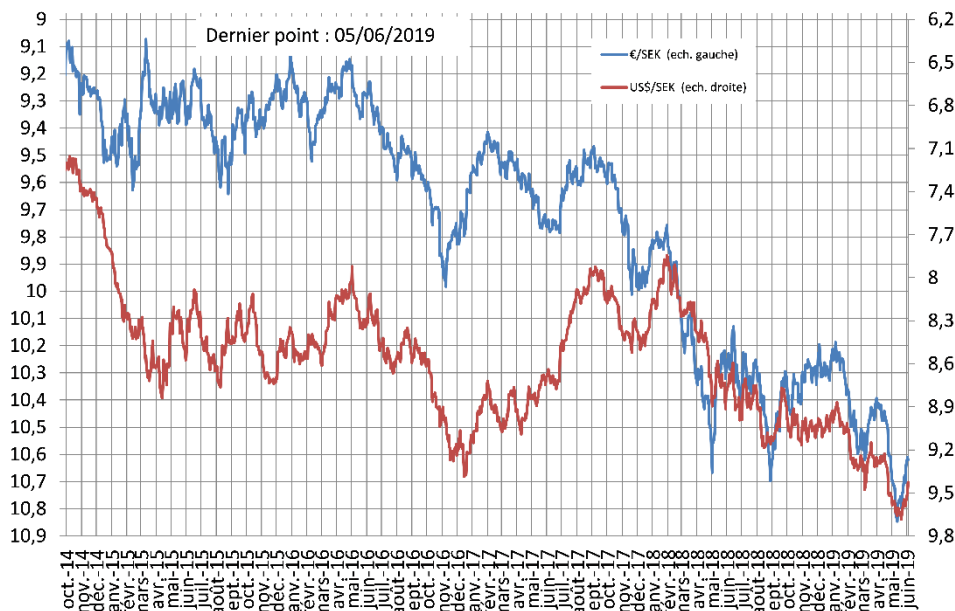
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

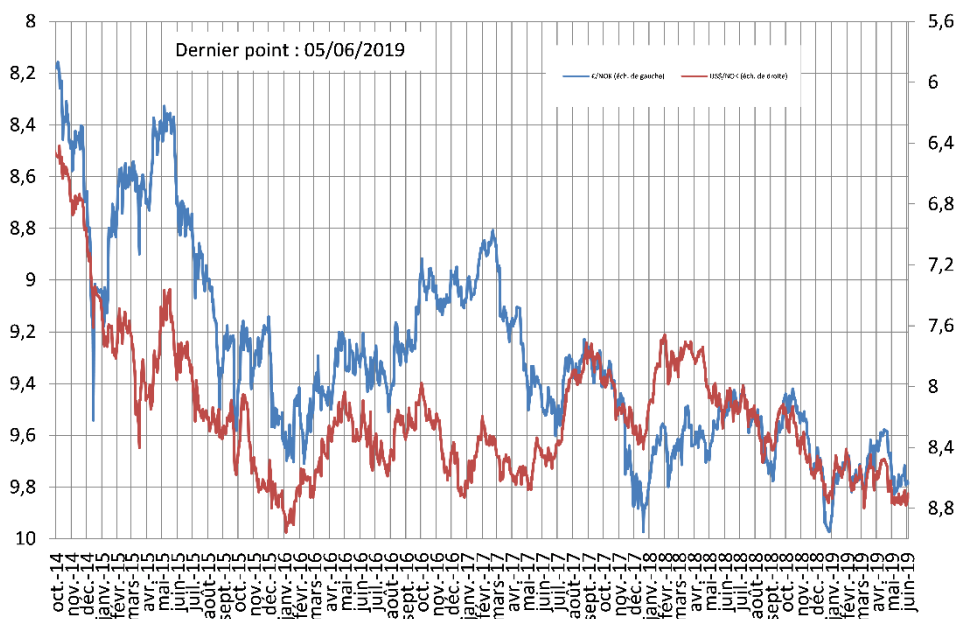


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, I. Saragosa), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen), Oslo (S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, R. Saudrais, F. Caudron, N. Valin).